

SAÏGON RÉPUBLICAIN (1924-1930)

organe de l'imprimeur-libraire [Hippolyte Ardin](#)

(*L'Écho annamite*, 3 décembre 1924)

Organe du parti radical-socialiste de Cochinchine, le *Saïgon Républicain*, journal quotidien, a fait paraître son premier numéro lundi 1^{er} décembre.

Dirigé par MM. Hippolyte Ardin et [l'avocat] Paul Monin, il se donne la généreuse mission de combattre pour la bonne cause et de défendre les idées démocratiques.

Nous souhaitons à cette noble tentative tout le succès quelle mérite.

M. Ardin a donné déjà au public la mesure de son savoir-faire en dotant la Cochinchine d'une revue mensuelle parfaite à tous les points de vue.

Quant à M. Monin, tout le monde connaît en lui l'écrivain au style vigoureux et concis, et les hommes libres de ce pays présentent ce conseiller colonial pour ses idées larges et sa fière indépendance.

À la nouvelle feuille, *L'Écho annamite* est heureux de souhaiter la bienvenue et de présenter ses vœux les plus sincères de prospérité et de longue vie.

Bas les masques !

par H. ARDIN,

président du Comité républicain radical et radical-socialiste

(*Saïgon Républicain*, 29 décembre 1924)

(reproduit dans *L'Écho annamite*, 2 janvier 1925)

Dans son numéro du 29 décembre, sous la signature de Camille Devilar, le *Courrier saïgonnais* a fait paraître un article intitulé « Les souverains du Cambodge » qui n'a qu'un but, un seul : induire le public en erreur sur les véritables causes du déplacement de monsieur Bui quang Chiêu.

Des fleurs, des louanges, beaucoup de fleurs, beaucoup de louanges, beaucoup trop mais pas assez pour cacher la trahison, pour cacher les sales manœuvres du Bloc National.

M. Bui-quang-Chieu est déplacé ; après vingt sept années de bons et loyaux services en Cochinchine où il a fait progresser la sériciculture, il est envoyé au Cambodge, et, je l'affirme, il est envoyé au Cambodge en disgrâce.

Je l'affirme et je le prouve.

Nul n'ignore ici que Monsieur Bui quang Chiêu a fait, pour les élections législatives, campagne contre Ernest Outrey, contre Ernest Outrey qui, au lendemain de son succès, obtenu nous savons tous par quels moyens, a osé menacer ses adversaires de la veille et essayer de les traîner dans une boue où il était assuré, lui, de ne plus pouvoir se salir.

Monsieur le Député a fait le serment d'avoir, oui, c'est son mot, d'avoir tous ceux qui, de près ou de loin, s'étaient opposés à sa marche en avant. Monsieur Bui-quang-Chieu, étant de ceux-là, fut porté sur la liste noire, et l'on prépara l'autel pour le suprême holocauste.

Mais il fallait un grand prêtre, un grand prêtre qui se prêtât à cette triste besogne.

Hélas, on le trouva !

En 1923, M. Devraignes notait ainsi M. Bui-quang-Chieu : « Excellent fonctionnaire, précieux pour la vulgarisation des cultures européennes ». M. Cognacq ajoutait « appréciation conforme » et, à la mort du regretté M. Devraignes, confiait à M. Bui-quang-Chieu la direction des Services agricoles.

En 1924, M. Robin, directeur des Services agricoles, notait également M. Bui quang Chiêu « fonctionnaire de réelle valeur technique et pratique ».

Jusque-là, tout est parfait. M. Bui-quang-Chieu arrive à 27 ans de service avec des notes élogieuses et l'estime de ses chefs.

Ernest Outrey a changé tout cela.

Dans une lettre adressée au gouverneur général, le gouverneur p. i. de la Cochinchine, nommé par Ernest Outrey, écrit : « Je conteste la valeur technique de M. Bui quang Chiêu. » Puis il énumère ses griefs :

Monsieur Bui quang Chiêu collabore à la *Tribune indigène*.

Monsieur Bui quang Chiêu fait partie du Comité politique Crémieux, c'est-à-dire du Comité radical et radical-socialiste dont Crémieux est le chef à Saïgon et dont le chef à Paris a câblé : « Ne puis donner Outrey investiture Parti Radical. »

Monsieur Bui-quang-Chiêu a contribué à transformer l'affaire purement économique du Port de Commerce en une affaire politique — il fallait vraisemblablement que M. Bui-quang-Chiêu laisse lâchement piller son pays par la bande de requins qui le convoitait ; à cette condition, il avait droit à son avancement ! !

Monsieur Bui-quang-Chieu assistait au banquet Monin.

Monsieur Bui-quang-Chieu fait de l'opposition à l'autorité.

Et le gouverneur, nommé par Ernest Outrey, conclut qu'il est indispensable de soustraire M. Bui quang Chiêu aux relations dont il est le prisonnier. Et le gouvernement général Merlin, représentant du gouvernement radical et radical-socialiste de France, écrit de sa main, à l'encre rouge, sur le dossier Bui quang Chiêu qu'il se propose d'envoyer ce fonctionnaire au Cambodge, où le développement de la sériciculture lui donnera la possibilité de se réhabiliter vis-à-vis de l'Administration.

Vous avez bien lu : de se réhabiliter ! Et après cela, Camille Devilar ose écrire :

C'est donc, somme toute, une œuvre économique de premier plan qu'aura, de toutes pièces, édifiée M. Baudoin.

M. Bui-quang-Chieu est appelé à y collaborer. C'est un hommage rendu à ses qualités professionnelles et les Annamites verront, par cet exemple retentissant, que nous sommes loin de méconnaître leurs qualités et d'étouffer la mise en valeur de leurs mérites.

Ceci dit, comment quelques politiciens ont-ils tenté de déformer les intentions du gouvernement et de transformer cette faveur en une mesure d'ostracisme ?

Comme on ne pouvait pas déplacer le Cambodge, il fallait bien déplacer M. Bui-quang-Chieu. Or, ceux qui veulent toujours découvrir de nouvelles lunes, même là où il n'en est pas, n'ont-ils pas imaginé qu'il s'agit cette fois encore d'une persécution politique !

Comme ces arguments ont peu de valeur devant les faits eux-mêmes. Comme tout cela s'effondre comme un méchant château de cartes. Comme cela sent le fil blanc, la mauvaise couture, le drap propre que l'on essaye de poser sur le linge sale dont on a honte.

Camille Devilar ajoute, en parlant de nous, oui, de nous, Parti radical et radical-socialiste de Cochinchine :

Et leur conviction, affirme-t-on, est si grande que des câblogrammes ont été expédiés à Paris, lesquels câblogrammes ont provoqué l'envoi par Paris de dépêches chiffrées demandant des précisions.

Il est véritablement navrant de voir, en pareille matière, l'égoïsme de minuscules groupements politiques s'efforcer de battre en brèche les plus sages mesures d'intérêt public et les preuves les plus flagrantes de la mise en vigueur des principes de collaboration franco-annamite.

Il est vrai. Nous avons télégraphié à Paris, et nous avons provoqué l'envoi de télégrammes chiffrés.

Nous avons voulu savoir si le Ministre approuvait les exécutions du Bloc National, nous avons voulu le mettre en face des faits, nous avons voulu dévoiler l'impudence de ces gens qui ont pour maître Ernest Outrey, pour ministre Ernest Outrey, pour seul Dieu Ernest Outrey.

Et vous parlez de « minuscules groupements politiques », vous qui, à sept ou huit individus, prétendez régir la Cochinchine et la piller alors que nous, qui sommes les représentants du plus grand parti politique français, nous n'avons qu'une ambition, une seule, qui se résume dans la phrase de Daladier : « Plus de justice dans les Colonies ».

Vous osez dire que « nous nous efforçons de battre en brèche les plus sages mesures d'intérêt public et les preuves les plus flagrantes »

Ah ! tenez je ne peux pas continuer à reproduire vos phrases, elles m'écoeurent. Il est toujours lamentable de prostituer sa plume, mais à ce point-là.

Ah ! non, Devilar, pour un homme qui se dit républicain de gauche dans le *Temps d'Asie*, c'est trop, et j'ai honte pour vous.

REVUE DE PRESSE
Entendons-nous !
(*L'Écho annamite*, 9 janvier 1925)

De *Saïgon Républicain* :

Monsieur Devilar, dont j'aime à lire la prose, surtout lorsqu'elle se produit dans le *Temps d'Asie*, me paraît cacher, au fond de son cœur, deux hommes qui sont continuellement en lutte l'un contre l'autre.

Je ne ferai pas l'injure à M. Devilar, qui est un journaliste averti et, j'ajouterai, un des rares journalistes de métier de ce pays, de croire que les pensées qu'il exprime dans le *Courrier saïgonnais* sont siennes, et ne lui sont pas dictées par des cerveaux dont il n'est que le trop brillant interprète. Je le connais depuis longtemps, et je suis heureux, très heureux, de m'entretenir avec lui lorsqu'il exprime librement ses opinions et qu'il laisse la parole au brave homme qu'il a en lui. Avec ce brave homme, que je respecte, je ne serai jamais insolent. Avec le mauvais homme, composé de cinémas, de choum-choum et de soupe, je suis tout disposé à l'être encore.

Je parlerai aujourd'hui du *Temps d'Asie* pour lequel j'ai toujours eu des faiblesses. Jusqu'à la venue au monde du *Saïgon Républicain*, le *Temps d'Asie* était à peu près le seul journal indépendant. Il l'est encore, et cela doit bien enrager le mauvais homme du *Courrier saïgonnais*.

J'ai donc lu le numéro du *Temps d'Asie* du 4 janvier, le dernier, si je ne m'abuse, et j'y ai trouvé un article délicieux, tellement délicieux, que je ne puis résister, amis lecteurs, à l'envie qui me tenaille de vous faire goûter quelques passages.

Le titre et le sous-titre d'abord :

Politique des jeunes « Existe-t-il une politique des jeunes et une politique des vieux ? Tel n'est pas notre avis ; mais, même à âge égal, les uns caressent l'illusion et d'autres font état de l'expérience ».

Et l'article de Camille Devilar commence par une affirmation qui, sous sa plume, a quelque valeur : « En donnant aux Annamites des journaux bénéficiant du régime de la presse française, M, Albert Sarraut a plus fait en faveur du nationalisme de l'Annam que s'il avait ouvert, d'un coup, dix mille écoles primaires nouvelles dans le seul Sud indo-chinois » A chacun ses mérites ou ses responsabilités et voilà Albert Sarraut servi !

M. Devilar continue à l'adresse d'Ernest Outrey : « Si les Annamites n'ont pas battu M. Outrey, dont la victoire, quoi qu'on en dise, reste des plus médiocres en dépit des chiffres passionnément exploités, c'est que des circonstances exceptionnelles, telles qu'on ne les retrouverait plus, ont fait de la consultation électorale du 11 mai dernier, en Cochinchine, une pénible parodie d'élection ».

Une pénible parodie d'élection ! Quel aveu, et comme il vient cingler en pleine face les amis du *Courrier saïgonnais* !

Mais tout cela n'est rien. Ce qui est plus grave, plus sérieux, plus certain parce qu'écrit par C. Devilar, c'est cette constatation qu'il y a des conducteurs indigènes et que ces conducteurs représentent une force, une force assez grande pour avoir fait échec à la Mission Candelier à propos du Port de Commerce.

« Nulle puissance exploitante, si bien établie qu'elle puisse paraître en Cochinchine, écrit C. Devilar, ne résistera à ceux qui auront le pouvoir de mettre en mouvement et de rallier à leur manière de voir les activités annamites, déjà plus nombreuses et devenues conscientes de leur pouvoir. »

Et c'est très précisément là que je voulais en venir. Si C. Devilar est sciemment aveugle et sourd dans le *Courrier saïgonnais*, il est trop intelligent, trop avisé des choses de ce pays pour n'avoir pas compris que l'heure n'est plus aux sophismes, que l'heure n'est plus aux hésitations.

Qu'importe qu'un Outrey s'essaye encore pendant quatre années à gouverner l'Indochine ;

Qu'importe qu'un Arnoux continue sa louche besogne de délateur officiel ;

Qu'importent les trahisons d'un Lê-quang-Trinh, qu'importent les mensonges officiels ;

Qu'importent tous les gouverneurs qu'une rafale parlementaire met à terre ;

Qu'importe tout cela dans la vie, dans l'avenir d'un peuple..

Vous voulez arrêter la marche en avant du peuple annamite,

Vous voulez la limiter,

De quel droit ?

Du droit que vous avez trouvé dans vos erreurs pour repousser l'envahisseur de nos départements du Nord ?

Ou de celui qu'ont fabriqué de toutes pièces les Anglais pour brimer l'Egypte.

Allons, soyez francs, je vous répète, il faut choisir. Ou la guerre ou la paix.

Le guerre se traduit par un pays en effervescence, par des rebellions, par des coups de poignards donnés dans l'ombre. Est-ce cela que vous désirez ?

La paix se traduit par le travail fécond, par une collaboration chaque jour plus étroite, par la fusion de deux races qui se mêlent pour n'en fermer plus qu'une, par une confiance sincère et mutuelle qui ne s'achète pas à coups de régies d'alcools ou de fumeries d'opiums.

H. ARDIN.

Des besoins de l'Indochine au passage à tabac
Du passage à tabac aux mises au point

par Paul MARCHET
(*L'Écho annamite*, 11 mai 1927)

M. Camille Délong, rédacteur en chef de *Saïgon Républicain* et membre de la section cochinchinoise de la Ligue des droits de l'Homme et du citoyen, n'est pas content du compte-rendu publié par *L'Écho annamite* de sa conférence sur les besoins de l'Indochine.

Il me reproche d'avoir dénaturé sa pensée, de n'avoir retenu de ses paroles que celles qui pouvaient me servir à produire mon « petit effet de critique trop facile ».

Il serait, certes, plus généreux de dire que je l'avais mal compris, au lieu de m'accuser de mauvaise foi et de malhonnêteté.

Sa protestation y perdrait un peu de sa véhémence, mais la bonne confraternité y gagnerait peut-être.

Errare humanum est.

Ni M. Délong ni votre serviteur ne sauraient prétendre à l'infaillibilité, monopolisée, paraît-il, par notre saint père le pape.

Or, la conférence de l'autre soir avait tout l'air d'une improvisation.

L'auditoire a pu constater que le conférencier ne se servait que de quelques petites notes.

Dans ces conditions, il lui était possible de se tromper, d'employer des mots qui dépassaient sa pensée ou ne la rendaient qu'imparfaitement, comme il était possible que, de mon côté, les ayant mal saisis, je les aie mal interprétés.

Verba volant...

Pourquoi nous attarder donc à discuter à perte de vue et de souffle ?

M. Délong affirme qu'il n'a jamais été dans son intention d'absoudre les agents tortionnaires de la Sûreté.

Nous l'en croyons d'autant volontiers qu'il n'a jamais été dans la nôtre de douter de son républicanisme éprouvé.

M. Délong nous assure, d'autre part, qu'il s'est simplement contenté de montrer que le passage à tabac est international.

Qui donc songeait à le nier ?

Avons-nous jamais prétendu qu'il était particulier à la Cochinchine ?

M. Délong nous demande, — et il insiste sur ce point : « Les coupables sont-ils annamites ou français ? »

Réponse : les uns sont français, les autres annamites.

Ceci appelle des précisions ; nous allons en fournir.

Était français, ou administrativement considéré comme tel, l'inspecteur de la Sûreté qui, dans l'exercice de ses fonctions, cassa plusieurs côtes à un prévenu, lequel mourut des suites de ses blessures.

Déféré en Cour d'assises, ce fonctionnaire déclara qu'il avait reçu d'un juge d'instruction — autre Français, — l'ordre d'arracher des aveux « par tous les moyens ».

Quel fut le verdict de la Cour ?

Acquittement !

Le juge d'instruction dénoncé ne fut nullement inquiété.

Deuxième exemple :

Un autre inspecteur de la Sûreté, Français encore, ou administrativement considéré comme tel, creva, d'un coup de nerf de bœuf, un œil à un enfant annamite.

En guise de sanction, il reçut de l'avancement, comme d'ailleurs son camarade sus-désigné, et son autre collègue, M. Rivera, chef de la brigade mobile de Mytho, dont notre correspondant Vuong-quan-Nguou dénonça les nombreux abus, avec preuves à l'appui.

Voilà pour ces représentants indignes de la « nation protectrice. »

Quant à leurs subordonnés annamites fautifs, ils ont été condamnés à des peines anodines par la Justice ; mais l'Administration n'a pris aucune sanction contre eux, malgré l'évidence de leur culpabilité.

Que conclure de ces faits, patents, contrôlables, sinon qu'en haut lieu, on couvre les agissements répréhensibles de ce genre ?

Le gendarme Crespin, auquel nous rendons, une fois de plus, en passant, un hommage amplement mérité, l'a appris à ses dépens. Pour avoir révélé les malpropretés de la brigade Rivera, il s'est vu infliger douze jours d'arrêt de rigueur et rappeler à Saïgon, en attendant son renvoi en France. Il est à noter que, mandés en hâte aux fins de constater les tortures dénoncées par M. Crespin, l'administrateur Bussière n'a déposé, ni à l'instruction ni à la barre ; que le procureur Laubiès y a envoyé M. Benjamin Rivera lui-même et s'est refusé à se rendre au rendez-vous où l'appelaient ses fonctions.

Ces choses sont trop significatives pour que nous ayons besoin d'insister.

On comprend l'empressement avec lequel l'*Écho* a reproduit un éditorial du *Quotidien* appuyant notre campagne contre les tortures dont il s'agit, sous la signature autorisée de son rédacteur en chef, M. Pierre Bertrand.

On comprend moins que notre confrère Délong nous ait reproché cet empressement — dans un article, il est vrai, inséré dans un coin discret de la dernière page de *Saïgon Républicain* — sous prétexte que le « passage à tabac est international ».

Quel mal y aurait-il donc si, tout en demeurant international, il disparaissait de la Cochinchine ?

Notre campagne tendait à ce résultat, problématique, voire chimérique, sans doute, parce que trop beau.

Pourquoi nous en faire grief ?

Et nous ne discutons plus sur des paroles. *Scripta manent*. Le numéro du 3 courant du journal de M. Ardin en fait foi.

Comment expliquer cet article concernant l'*Écho* annamite ! Quel but visait-il ?

Nous serions heureux que M. Délong, son auteur probable, nous le dise.

LA FOI DEVANT LA SCIENCE
par NGUYEN-PHAN-LONG
(*L'Écho annamite*, 27 mai 1927)

À la suite de l'entrefilet *Cao-Dai a bon dos*, paru dans l'*Écho* du 21 courant, *Saïgon républicain* a porté sur la nouvelle religion spirite ce jugement aussi péremptoire que sommaire : « Le Cao-Dai est un tissu de grossières superstitions indignes d'un esprit touché par la culture scientifique du XX^e siècle. Nous estimons qu'il est du devoir des leaders annamites d'empêcher, par tous les moyens, la propagation de pareilles folies parmi les masses ignorantes.

Si l'élite annamite veut être digne de la civilisation dont elle se revendique, elle ne doit pas tolérer que quelques-uns de ses membres, si peu nombreux fussent-ils, se fassent les adeptes et les propagateurs d'une doctrine (?) incohérente qui ne petit conduire qu'à un fanatisme stupide, absolument incompatible avec tout progrès. »

.....

Le crédit est l'âme du commerce
(*L'Écho annamite*, 15 septembre 1928)

Cet axiome commercial s'applique aux relations des commerçants entre eux, chez les peuples policés, où le mécanisme compliqué du commerce moderne atteint une perfection inconnue ici. Mais en ce pays, tout le monde le prend à son compte et pour son propre usage. Il en résulte de sérieux inconvénients pour la situation économique. En ce temps de crise, de grosses firmes subissent des pertes énormes du fait des faillites réelles ou simulées de leurs clients chinois, qui laissent toujours des passifs plus ou moins importants.

M. Robert Élie, rédacteur en chef de *Saïgon Républicain*, qui a fait une coûteuse expérience, a consacré à cette question un livre très documenté.

Le mal envahit tout, Il s'étend jusqu'aux journaux, dont les abonnés oublient trop souvent de payer leur abonnement, sans songer que ces journaux ont des frais de rédaction, de papier, d'impression qui doivent être payés tous les mois et qui se chiffrent mensuellement, pour un quotidien modeste, par deux mille piastres au bas mot.

Pensez un peu, lecteurs, quand vous lisez les journaux. aux rédacteurs, aux typos et aux fournisseurs d'encre et de papier qui travaillent pour votre délasserment et qui ont besoin de vivre parce que l'estomac ne fait pas crédit, lui : quand on ne lui donne pas ce qu'il réclame, il menace de provoquer la protestation des bras ballants et des jambes flageolantes.

Saïgon Républicain
(*L'Éveil économique de l'Indochine*, 11 mai 1930)

Le journal de M. Ardin, type du journal indépendant, et responsable que nous aimons, vient de changer de format et d'apparence et réalise un nouveau progrès, dont nous sommes heureux de le féliciter. D'ailleurs, dans son ensemble, la presse saïgonnaise a fait beaucoup de progrès depuis quelques années, non seulement comme aspect extérieur mais comme tenue intellectuelle et comme sûreté et abondance des informations et nous sommes de ceux qui, ayant apporté nous-mêmes [Henri Cucherousset *dixit*] notre petite pierre, lors de notre collaboration de six mois aux débuts de l'*Impartial*, nous réjouissons de voir l'édifice grandir et s'embellir.

« Nous poursuivrons, sous notre nouvelle forme, dit notre confrère, l'effort pour lequel *Saïgon Républicain* a été créé.

Effort de liberté, de défense de la colonie, de collaboration franco-annamite.

Et aussi de liberté, en ce sens que *Saïgon Républicain*, n'étant inféodé à aucun groupe financier, à aucune coterie politique, pourra toujours à tout moment dire ce qui convient.

Ici, comme fut, comme est resté son fondateur, M. Ardin, on est indochinois, et c'est exactement tout. On y soutient l'éducation morale et physique des habitants de la colonie, l'œuvre de mise en valeur du pays, de défense des véritables intérêts de l'Indochine, souvent méconnus ou obscurcis ailleurs dans un but d'intérêt particulier.

Nous travaillerons encore à consolider l'œuvre de collaboration sincère avec les peuples que la France a pris sous sa tutelle. L'ordre français a créé en ce pays la richesse ; il y maintient la paix. Nous continuerons à le soutenir — ainsi que les revendications légitimes des Annamites qui doivent prendre dans la cité, dans ses conseils, une place qui leur est due. »

La mort de « *Saïgon Républicain* »
(*L'Écho annamite*, 3 janvier 1931)

Décidément, M. H. Ardin n'a pas de chance ! Battu aux dernières élections coloniales [conseil colonial de Cochinchine], il vient encore de perdre son journal, avec son fauteuil de président de notre première assemblée électorale.

En effet, le « Saïgon Républicain » fondé par lui et feu le regretté Paul Monin, mais dont M. Ardin a toujours été le propriétaire effectif, l'imprimeur officiel, le directeur tantôt occulte et tantôt déclaré, est mort, avec l'année 1930

Il a cessé de paraître, depuis le 31 décembre. D'aucuns prétendent qu'il ne reparaitra plus jamais. Déjà, lors de la récente campagne électorale, ses adversaires politiques l'appelaient le « journal à éclipses », par dérision et par allusion à sa périodicité intermittente.

Mais, chut ! ne nous moquons pas pour ce détail : le « Saïgon Républicain » valait tout autant que l'*Écho annamite*, qui a dû suspendre sa parution, cinq semaines durant, du 16 octobre au 22 novembre 1930, à cause du mauvais état de santé de son directeur propriétaire et un peu aussi de ses embarras financiers, heureusement passagers, puisqu'il est en train de remonter le courant, définitivement, nous l'espérons, avec l'aide de ses amis auxquels nous adressons, puisque l'occasion s'en présente, nos sincères remerciements, en passant.

Moins chanceux que nous, notre confrère a disparu, sans esprit de relèvement. Il avait été question de le transformer en hebdomadaire. Nous ne savons pas pourquoi ce projet a été abandonné.

Il est vrai que les périodiques de cette catégorie ne manquent pas en Cochinchine, eu égard au nombre, ma foi, très restreint, des lecteurs de langue française.

Pourtant, sous l'impulsion de son rédacteur en chef, le capitaine Cousin, « Saïgon Républicain » paraissait avoir pris de l'extension. Il s'imprimait sur six pages de sept colonnes sur un papier joli, blanc et propre, avec des caractères neufs et de l'encre très noire. Il avait des articles intéressants et beaucoup de collaborateurs spirituels, à en juger par sa campagne électorale de novembre-décembre dernier. Nul ne prévoyait sa chute précipitée dans le public des profanes.

Écœuré, le capitaine Cousin quitte la salle de rédaction pour réintégrer l'armée et lâche son stylo pour reprendre ses galons.

Hélas ! le journalisme saïgonnais ne nourrit pas son homme. M. Ardin est payé pour le savoir. Grand commerçant, gros planteur, propriétaire d'immeubles de la rue Catinat, il est incapable, néanmoins, de supporter les frais, très lourds, d'un quotidien. [...]

Disparition d'un quotidien
(*Les Annales coloniales*, 2 mars 1931)

Le journal quotidien de M. Ardin, Saïgon-Républicain ne paraîtra plus.
Il avait été question de transformer ce journal en hebdomadaire, mais l'idée fut abandonnée.

Le réveil d'un mort
(*Le Populaire d'Indochine*, 16 mai 1931)

On parle en ville de la prochaine résurrection du *Saïgon Républicain*. Voilà qui est bien, mais qui va prendre la direction de ce revenant ? Toute la question est là. Pour un journal, un bon directeur c'est énorme. C'est parfois le succès, le triomphe. Pour avoir

méconnu cette vérité, ce brave M. Ardin n'a eu que du tracas avec sa feuille.
Souhaitons-lui d'avoir cette fois la main plus heureuse.
